

LOGEMENTS DE FONCTION DE L'AMBASSADE DE FRANCE À ALGER

Des locataires expulsés dénoncent

L'ambassade de France à Alger a décidé de récupérer les logements qu'elle a attribués à ses fonctionnaires depuis 1995 à la cité Aïn Allah à Dély Ibrahim. Les locataires dénoncent cette décision et craignent de se retrouver à la rue.

Salima Akkouche – Alger (Le Soir) — En 2009, les locataires des logements de la cité Aïn Allah, d'anciens fonctionnaires de l'ambassade de France, ont reçu des préavis pour quitter leurs logements dans un délai de trois mois. La raison ? L'ambassade de France, explique le représentant de ces

familles, considère qu'il s'agit de logements de fonction et veut les récupérer pour loger son personnel. Les familles menacées d'expulsion dénoncent cette décision et refusent de quitter leurs logements dont ils ont toujours payé la location. «L'ambassade de France s'acharne contre nous pour nous mettre dehors alors

que nous n'avons nulle part où aller. 140 familles n'ont d'autre solution que de se retrouver à la rue», dénoncent ces familles. Elles font donc appel aux pouvoirs publics afin de trouver une solution à leur désarroi. «Nous avons déjà sollicité le ministère des Affaires étrangères et la Wilaya d'Alger qui nous ont promis une solution mais rien n'est encore fait», souligne un représentant.

Déterminées à se défendre, ces familles se mobilisent pour tenir un rassemblement de pro-

testation au cours de la semaine prochaine afin d'attirer l'attention des pouvoirs publics sur leur cas. De son côté, l'ambassade de France à Alger explique que cette décision concerne 41 locataires qui «n'ont pas ou n'ont plus de titres valables pour occuper ces logements de fonction et qu'aucune personne actuellement employée par l'ambassade de France n'est concernée». L'objectif, souligne-t-il, est de loger les employés actuels «de nationalité algérienne». Selon la même source, les habitations en

question sont des logements de fonction qui n'ont pas la vocation d'être conservés après la rupture du lien de travail. D'ailleurs, souligne-t-on, «une période de transition d'un an après la rupture du contrat de travail a été octroyée à titre gracieux par l'ambassade pour faciliter les démarches de relogement des personnes concernées». L'ambassade rappelle que l'affaire a été soumise à la justice qui a tranché en sa faveur pour récupérer ces logements de fonction.

S. A.

JOURNÉES SCIENTIFIQUES SUR LES PATHOLOGIES
TUMORALES DU CONDUIT AUDITIF

D'éminents professeurs internationaux
y prendront part

Un congrès national, le premier, sur les pathologies liées à l'ORL et la neurochirurgie sera organisé du 18 au 20 novembre à l'hôtel Sofitel à Alger, avons-nous appris auprès du P Yahia Rous, chef du service ORL du CHU Frantz-Fanon de Blida.

Présidée par ce dernier, cette rencontre abordera les thèmes inhérents aux pathologies tumorales du conduit auditif interne, du cancer du cavum et de la rhinologie entre autres. Ainsi, six conférences seront animées par des experts étrangers, à l'image des professeurs Olivier Sterkers de Paris, Christian Dubreuil de Lyon, Badradine Mostefa du Caire Hamid Benghanem de Casablanca. Pour les médecins algériens, l'on peut citer les professeurs Mahdi, Douragui et Aït Ali Lograda.

Les débats porteront sur la prise en charge, nous a dit le P Rous, des tumeurs de l'oreille interne et de l'angle ponto-cérébelleux par des équipes pluridisciplinaires d'ORL et de neurochirurgie.

Précédemment, les malades atteints par ces types de maladie étaient évacués à l'étranger, nous a affirmé le P Rous. Tout comme certains malades arrivent à des stades avancés de leurs pathologies, ce qui mettait en danger leur pronostic vital, a sou-

tenu celui-ci. Certains, sur lesquels est pratiquée la chirurgie palliative, vivent des séquelles neurologiques importantes, voire invalidantes, comme la perte de la vue, l'hémiplégie et la surdité totale.

Toutefois, pour le cas de la surdité, celle-ci peut être récupérée grâce à l'implant auditif du tronc cérébral qui reste la technique la plus récente, nous a fait savoir le Pr Rous.

Ce dernier nous a appris que cette nouvelle pratique chirurgicale sera effectuée pour la première fois en Algérie, voire en Afrique, au mois de décembre prochain au service ORL du CHU de Blida. Il y a lieu de noter également que le traitement du can-

cer du cavum par les nouvelles thérapeutiques (nouvelles drogues) sera débattu par une experte cubaine. Il faut savoir qu'un grand nombre de malades atteints par cette pathologie sont recensés en Algérie et ont besoin aujourd'hui d'être pris en charge sur la base de ces nouvelles techniques médicamenteuses.

L'autre thème récurrent qui sera abordé lors de ce congrès est celui du ronflement et de l'apnée du sommeil. Un grand nombre de personnes en souffrent et toutes solutions médicales apportées à cette gêne respiratoire contrariante seront d'un grand secours à ceux qui en pâtissent.

M. B.

KHENCHELA

Les habitants de Baghaï vivent
dans l'insécurité

Des centaines d'habitants de la commune de Baghaï, 11 km au nord-est du chef-lieu de la wilaya, se sont mobilisés dès les premières heures de la matinée d'hier et se sont rendus à la mairie de leur localité afin de faire entendre leur voix et exposer leur quotidien qui s'est transformé en un cauchemar à cause des actes de vol commis par des bandes de malfaiteurs et de criminels qui ont semé la terreur parmi les habitants de Baghaï et sa périphérie.

Les habitants en colère ont déclaré au *Soir d'Algérie* qu'ils ne peuvent plus se taire et que la patience à une limite et qu'ils ne supportent plus les opérations de vandalisme, d'agressions et de vols nocturnes qui ont touché leur biens et aussi leurs

vies. C'est pourquoi ils interpellent le chef de Sûreté, le wali de Khenchela et tous les élus de réagir dans l'immédiat pour faire face à ce phénomène, qui a bouleversé leur tranquillité.

De son côté, M. Himeur Djamel a reçu un groupe de protestataires et leur a promis de transmettre leurs préoccupations aux autorités compétentes et de veiller personnellement à résoudre ce problème épineux, tout en ajoutant qu'il a toujours appelé à l'ouverture d'un siège de police dans ladite commune en lançant un appel aux citoyens de patienter et d'attendre les décisions des responsables supérieurs.

Benzaïm Abdelouahab

COMPLEXE DES MATIÈRES PLASTIQUES DE SKIKDA

Un tableautiste tente de s'immoler

Un tableautiste, âgé de 45 ans, travaillant au sein du complexe des matières plastiques CP1K, a tenté de s'immoler, hier aux environs de 15h, en s'aspergeant d'alcool et en tentant d'y mettre le feu. Il a été transféré en urgence à l'établissement hospitalier de Skikda. Heureusement, il s'en est sorti indemne. Son salut réside dans l'intervention énergique de ses collègues.

Cet acte ferait suite, selon des sources concordantes, aux mesures draconiennes imposées par

la direction du complexe à l'encontre de tout travailleur solidaire avec les grévistes qui sont à leur neuvième jour d'arrêt de travail.

Du côté du complexe, on a un autre son de cloche. Le tableautiste n'a pas tenté de s'immoler par le feu mais a été pris d'un malaise du fait de la décision de la direction de le sanctionner pour les retards répétitifs dont il se serait rendu coupable.

Zaid Zoheir

Les précisions
de la directrice
de l'INSFP
de Ouled Fayet

En réponse à l'article paru dans le journal le *Soir d'Algérie*, en date du 16/11/2011, je prends le droit en ma qualité de directrice, premier responsable de l'établissement, pour apporter des éclaircissements quant à la situation qui prévaut à l'institut.

1)- Le mouvement de grève a été décrété au niveau de l'établissement sans aucun préavis.

2)- L'installation du bureau syndical n'est pas légitime car elle n'a pas obéi aux procédures réglementaires, en l'occurrence l'organisation d'une assemblée générale.

3)- Les différents appels à la négociation lancés par l'administration de l'établissement sont restés vains.

4)- Ces mêmes grévistes ont été reçus par divers services et directions de l'administration centrale à plusieurs reprises, à aucun moment ils n'ont voulu écouter la voix de la raison pour le règlement de ce conflit.

5)- Les accusations d'ordre relationnel restent infondées, et les voies de recours demeurent à la disposition de ces éléments pour dénoncer ces agissements, s'ils ont existé.

6)- Toute la gestion de l'établissement qu'elle soit administrative, financière ou pédagogique, obéit et est soumise à des procédures prévues par la réglementation en vigueur et fait sans aucun doute l'objet de vérifications par les instances habilitées, qu'elles soient celles de notre ministère de tutelle, ou des organes de contrôle, et institutions spécialisées de la République.

7)- Les grévistes s'octroient le droit de revendiquer le départ de la directrice et de son staff sans que cela ne relève aucunement de leurs compétences.

En conclusion, nous déplorons le paroxysme dans lequel se sont enfoncés ces grévistes car l'intérêt du stagiaire se voit altéré, puisque la voix de la raison fait défaut.

La directrice

ENLÈVEMENT
DU MÉDECIN
CARDIOLOGUE

Le SNMGSP
condamne

Suite à l'enlèvement du docteur Djellal Nacer, le SNMGSP a rendu public le communiqué suivant :

«Ayant appris par voie de presse le kidnapping de notre confrère le Docteur Djellal Nacer, cardiologue exerçant à Tizi Ouzou, le SNMGSP condamne avec force cet acte d'enlèvement et de séquestration dont est victime notre confrère et réclame sa libération immédiate et sans conditions et demande aux pouvoirs publics de ne ménager aucun effort pour le retrouver sain et sauf.

Le SNMGSP, en ces pénibles moments, témoigne sa totale solidarité avec sa famille et appelle l'ensemble des médecins à se mobiliser jusqu' à ce que notre confrère retrouve sa liberté, sa famille et retourne à son travail.»

Pour le Bureau National,
le Président du SNMGSP